

Questions orales

geurs par chemin de fer, avant de procéder à des coupures budgétaires prévues par le ministre des Transports?

M. Bouchard (Roberval): Monsieur le Président, le leader de l'opposition souligne avec raison la bienfaisance apportée par la réforme parlementaire. Mais celle-ci n'est pas non plus simplement dans un sens. La liberté et l'indépendance qu'on accorde aux comités parlementaires va aussi dans le sens que leurs recommandations sont faites au ministre qui, dans le même sens où elles sont faites, a le droit, lui, d'en tenir ou de ne pas en tenir compte, en tenant compte des politiques du gouvernement.

Monsieur le Président, on a répondu à plusieurs reprises à la question suivante, celle concernant la capacité de payer pour des services que les gens n'utilisent pas.

Monsieur le Président, à la fin du processus, quel qu'il soit, contrairement à ce que le parti d'en face a fait pendant 20 ans, nous avons l'obligation de répondre à des coûts qui sont devant nous et quand le gouvernement juge que ces coûts ne peuvent être assumés avec les sommes dont nous disposons, on prend les décisions courageuses que le gouvernement a prises, et c'est pour cette raison qu'en respectant l'avis du Comité parlementaire, le gouvernement a décidé de tenir compte d'abord et avant tout des engagements de gestion qu'il avait pris envers les Canadiens.

[Traduction]

Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, je vais poser la question au premier ministre encore une fois. Au cours de ses nombreux voyages à l'étranger, il a sûrement vu ce que d'autres pays font, en Europe et ailleurs, pour améliorer le train de grande qualité et de grande vitesse. Lorsqu'il a pris ses fonctions en 1984, le premier ministre a promis d'édifier un fédéralisme coopératif. Or pas un seul gouvernement provincial, pas un seul maire de grande ou de petite ville n'approuve son projet de détruire VIA Rail. D'un océan à l'autre, les Canadiens condamnent ce projet.

Le premier ministre acceptera-t-il, comme je l'ai fait à d'autres occasions, de s'entretenir personnellement avec les maires qui, venant de tous les coins du Canada, se trouvent aujourd'hui à Ottawa? Le premier ministre n'est-il pas d'accord pour dire que ces maires représentent une partie importante et critique de notre processus démocratique, qu'ils représentent aussi les localités qui les ont élus et qu'ils ont le droit de présenter leurs

arguments, au nom des Canadiens, au chef de notre gouvernement, le premier ministre du Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je reconnais bien sûr la haute importance du rôle que les maires jouent dans notre vie nationale. En fait, j'ai eu l'occasion de m'entretenir régulièrement avec eux de cette question et d'autres sujets qu'ils avaient choisi de soulever.

Mon très honorable ami m'interroge sur les commentaires faits par d'autres chefs d'États au cours de nos voyages. Le principal commentaire que j'ai entendu est celui qu'a publié l'OCDE avant hier et qui disait en substance: «Membres du gouvernement du Canada, poursuivez vos efforts de réduction du déficit, parce qu'ils sont la clé de la prospérité économique de votre pays.»

• (1440)

C'est effectivement la clé, monsieur le président.

M. Turner (Vancouver Quadra): Vous devriez transmettre personnellement ce message aux maires.

M. Mulroney: Je suis en train de le transmettre aux maires et à tous les autres.

Le chef de l'opposition a passé sa carrière, depuis son arrivée dans cette Chambre dans un état de soumission devant n'importe quel groupe d'intérêts.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Il propose constamment de nouveaux programmes de dépenses. Jamais il n'a eu l'idée d'exprimer la moindre préoccupation au sujet de la réduction du lourd déficit et de l'écrasante dette qui se sont accumulés au Canada, depuis qu'il a occupé les fonctions de ministre des Finances.

Des voix: Vous avez doublé la dette!

M. Mulroney: Voilà ce que nous devons affronter. Nous essayons de mettre un peu d'ordre dans le fouillis que nous a laissé l'ancien ministre des Finances et actuel chef du Parti libéral.

M. George S. Rideout (Moncton): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Ce dernier sait qu'il faudra 45 millions de dollars pour maintenir neuf lignes de VIA desservant des régions éloignées. Ce même montant suffirait pour rétablir les lignes qui ont été supprimées au Canada atlantique. Le Comité permanent des transports et le Parti libéral ont recommandé que ce montant soit approuvé séparément par le Parlement. Cela permettrait d'ajouter 45 millions de dollars au budget de VIA pour le rétablissement des lignes au Canada atlantique.